

RCS : PARIS

Code greffe : 7501

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de PARIS atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2017 B 07442

Numéro SIREN : 828 621 128

Nom ou dénomination : 14 PYRAMIDES PARTICIPATIONS

Ce dépôt a été enregistré le 09/07/2018 sous le numéro de dépôt 69901

DEPOT D'ACTE

DATE DEPOT : 09-07-2018

N° DE DEPOT : 2018R069901

N° GESTION : 2017B07442

N° SIREN : 828621128

DENOMINATION : 14 PYRAMIDES PARTICIPATIONS

ADRESSE : 14 rue des Pyramides 75001 Paris

DATE D'ACTE : 22-01-2018

TYPE D'ACTE : Certificat

NATURE D'ACTE : Attestation bancaire

ATTESTATION D'AUGMENTATION DE CAPITAL

Nous, **BANQUE PALATINE**, Société Anonyme au capital de 538.802.680 Euros dont le siège social est situé 42 Rue d'Anjou 75008 Paris, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 542 104 245, représentée par :

- Madame Virginie HERTER-ALMEIDA, Chargée d'Affaires Entreprises
- Madame Françoise DUBOIS, Chargée d'Affaires Entreprises

A la lecture du PV de la réunion du conseil d'administration de 14 PYRAMIDES PARTICIPATIONS en date du 19 Janvier 2018 il est prévu une augmentation de capital de 520.000,00 € (cinq cent vingt mille euros),

Attestons :

Avoir reçu la somme de :

- € 150.000,00 (cent cinquante mille euros) de Monsieur Yves MAHOT DE LA QUERANTONNAIS le 22/01/2018
- € 200.000,00 (deux cent mille euros) de Monsieur Louis GOURRET le 19/01/2018
- € 30.000,00 (trente mille euros) de Monsieur Cyril GIBERT le 22/01/2018
- € 70.000,00 (soixante-dix mille euros) de Monsieur Xavier LIEVRE le 22/01/2018
- € 10.000,00 (dix mille euros) de Madame Philippine MAHOT DE LA QUERANTONNAIS le 22/01/2018
- € 10.000,00 (dix mille euros) de Monsieur Laurent FRANCHI le 22/01/2018
- € 20.000,00 (vingt mille euros) de Monsieur Frédéric JOUVION le 22/01/2018
- € 20.000,00 (vingt mille euros) de Monsieur Pierre-Alain GUILBERT le 22/01/2018
- € 10.000,00 (dix mille euros) en provenance de la société OMB ASSOCIES le 22/01/2018

Au titre de la souscription en numéraire en vue de l'augmentation du capital de 14 PYRAMIDES PARTICIPATIONS dont le siège social est situé 14 rue des Pyramides 75001 PARIS, immatriculée au RCS de PARIS sous le numéro 828 621 128.

Cette somme a été portée au crédit d'un compte bloqué n° 1469528E701 ouvert dans nos livres au nom de « 14 PYRAMIDES PARTICIPATIONS » et deviendra disponible dans les conditions légales.

Fait à Paris,

Le 22 Janvier 2018

**BANQUE
PALATINE**
Groupe BPCE
S.A. au capital de 538.802.680 €
Succursale Mâtignon
12, avenue Mâtignon
75008 PARIS
Tél. 01 56 60 35 00 - Fax 01 56 60 34 91
RCS Paris 542 104 245

DEPOT D'ACTE

DATE DEPOT : 09-07-2018

N° DE DEPOT : 2018R069901

N° GESTION : 2017B07442

N° SIREN : 828621128

DENOMINATION : 14 PYRAMIDES PARTICIPATIONS

ADRESSE : 14 rue des Pyramides 75001 Paris

DATE D'ACTE : 19-01-2018

TYPE D'ACTE : Extrait de procès-verbal

NATURE D'ACTE : Modification(s) statutaire(s)

14 PYRAMIDES PARTICIPATIONS
Société par actions simplifiée au capital de 180.000 euros
14 rue des Pyramides – 75001 PARIS
828 621 128 RCS PARIS
(La « Société »)

EXTRAIT DU PROCES VERBAL DES DELIBERATIONS DES ASSOCIES DU 19 JANVIER 2018
ACTE UNANIME
DECISIONS EXTRAORDINAIRES
MODIFICATION DES STATUTS

PREMIERE RESOLUTION : MODIFICATION DE L'ARTICLE 6 DES STATUTS

L'assemblée générale, après avoir entendu le Président, décide, de modifier l'article 6 des statuts pour y intégrer la répartition du capital de la Société.

L'article 6 sera désormais rédigé ainsi qu'il suit :

« ARTICLE 6 : CAPITAL SOCIAL :

Le capital social de la Société est fixé à sept cent mille euros (700.000 €), et est divisé en sept mille (7.000) actions de cent euros (100 €) de valeur nominale chacune et de même catégorie, réparties ainsi qu'il suit :

- Monsieur Yves MAHOT DE LA QUERANTONNAIS :	1.700 actions
- Monsieur Louis GOURRET :	2.200 actions
- Monsieur Cyril GIBERT :	500 actions
- Monsieur Xavier LIEVRE :	900 actions
- Madame Philippine MAHOT DE LA QUERANTONNAIS :.	300 actions
- Monsieur Laurent FRANCHI :	300 actions
- Monsieur Frédéric JOUVION :	400 actions
- Monsieur Pierre-Alain GUILBERT :	400 actions
- La société OMB ASSOCIES :	300 actions

Total : **7.000 actions**

Conformément à l'article L.228-11 du Code de commerce, la Société pourra créer des actions de préférence avec ou sans droit de vote, assorties de droits particuliers de toute nature, à titre temporaire ou permanent.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée par 7.000 voix pour et 0 voix contre.

[...]

A

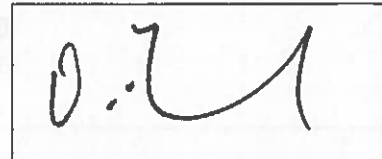
TROISIEME RESOLUTION : POUVOIRS

L'Assemblée Générale donne tous pouvoirs au porteur d'une copie ou d'un extrait des présentes à l'effet d'accomplir toute formalité légale.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée par 7.000 voix pour et 0 voix contre.

* *
*

**Pour extrait certifié conforme
Le Président, Monsieur Olivier BAUMARD**



DEPOT D'ACTE

DATE DEPOT : 09-07-2018

N° DE DEPOT : 2018R069901

N° GESTION : 2017B07442

N° SIREN : 828621128

DENOMINATION : 14 PYRAMIDES PARTICIPATIONS

ADRESSE : 14 rue des Pyramides 75001 Paris

DATE D'ACTE : 19-01-2018

TYPE D'ACTE : Décision(s) des associés

NATURE D'ACTE : Décision d'augmentation

14 PYRAMIDES PARTICIPATIONS

Société par actions simplifiée au capital de 180.000 euros
14 rue des Pyramides – 75001 PARIS
828 621 128 RCS PARIS
(La « Société »)

**PROCES VERBAL DES DELIBERATIONS DES ASSOCIES DU 19 JANVIER 2018
ACTE UNANIME
DECISIONS EXTRAORDINAIRES**

L'an deux mille dix-huit, le dix-neuf janvier à 18 heures,

Les soussignés, associés de la Société :

- Monsieur Yves MAHOT DE LA QUERANTONNAIS, propriétaire de :	200 actions
- Monsieur Louis GOURRET, propriétaire de :	200 actions
- Monsieur Cyril GIBERT, propriétaire de :	200 actions
- Monsieur Xavier LIEVRE, propriétaire de :	200 actions
- Madame Philippine MAHOT DE LA QUERANTONNAIS, propriétaire de :.	200 actions
- Monsieur Laurent FRANCHI, propriétaire de :	200 actions
- Monsieur Frédéric JOUVION, propriétaire de :	200 actions
- Monsieur Pierre-Alain GUILBERT, propriétaire de :	200 actions
- La société OMB ASSOCIES, représentée par Monsieur Olivier BAUMARD, propriétaire de :	200 actions
Total :	1.800 actions

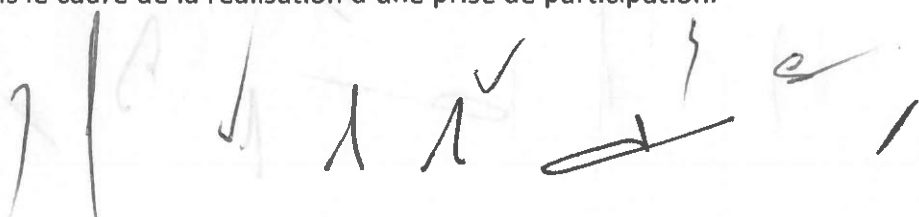
Ensemble seuls propriétaires des 1.800 actions composant le capital de la Société,

Se sont réunis à l'effet de se prononcer sur l'ordre du jour suivant, dans le cadre du présent acte pris conformément aux dispositions de l'article 29 des statuts :

- Augmentation du capital social en numéraire d'un montant de 520.000 euros ;
- Suppression du droit préférentiel de souscription des associés au profit de bénéficiaires désignés ;
- Modification corrélative des statuts ;
- Délégation au Président à l'effet de procéder à une augmentation de capital réservée aux salariés adhérents d'un plan d'épargne d'entreprise avec suppression du droit préférentiel de souscription ;
- Pouvoir pour les formalités.

Les délibérations sont présidées par Monsieur Olivier BAUMARD, Président de la Société.

Il rappelle aux associés la nécessité de l'opération d'augmentation de capital présentée aux associés dans le cadre de la réalisation d'une prise de participation.



Les associés en prennent acte et déclarent avoir reçu l'ensemble des informations et documents nécessaires en vue des présentes délibérations. Ils déclarent s'en satisfaire. Les associés déclarent par ailleurs à l'unanimité renoncer à tout délai de convocation en vue des présentes délibérations.

Le Président donne lecture de son rapport. Il déclare ensuite la discussion ouverte.

Personne ne demandant plus la parole, le Président met successivement aux voix les résolutions suivantes :

PREMIERE RESOLUTION : AUGMENTATION DU CAPITAL SOCIAL EN NUMERAIRE

L'assemblée générale, après avoir entendu la lecture du rapport du Président et constatant que le capital social est intégralement libéré, décide, sous la condition suspensive de l'adoption des résolutions deux à dix ci-dessous relatives à la suppression du droit préférentiel de souscription, d'augmenter le capital de **cinq cent vingt mille (520.000) euros** pour le porter ainsi de cent quatre-vingt mille (180.000) euros à sept cent mille (700.000) euros, par émission de cinq mille deux cents (5.200) actions de cent (100) euros de valeur nominale chacune, émises au pair.

Les actions nouvelles seront libérées en totalité en numéraire et en espèces lors de la souscription.

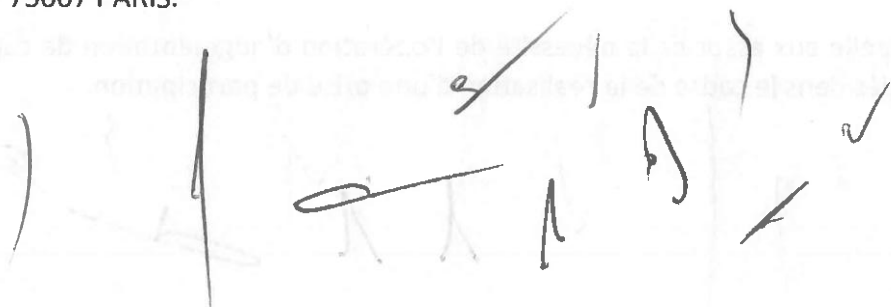
Les actions qui ne seraient pas souscrites ne pourront pas être réparties par le Président et ne pourront pas être offertes au public. Le Président pourra limiter le montant de l'augmentation de capital au montant des souscriptions recueillies sauf décision contraire de l'assemblée générale extraordinaire, à condition que celui-ci atteigne plus de 75% de l'augmentation de capital proposée. Il est en conséquence autorisé à modifier les statuts.

Les souscriptions et les versements seront reçues au siège social au plus tard le 22 janvier 2018. Ce délai sera clos par anticipation dès la totalité des souscriptions recueillies. Les fonds versés à l'appui des souscriptions devront l'être sur le compte spécial 40978 – 00022 – 1469528E701 – 03 ouvert auprès de la Banque Palatine.

Cette résolution, mise aux voix, est **adoptée** par 1.800 voix pour et 0 voix contre.

DEUXIEME RESOLUTION : SUPPRESSION DU DROIT PREFERENTIEL DE SOUSCRIPTION AU PROFIT DE YVES MAHOT DE LA QUERANTONNAIS

L'assemblée générale, connaissance prise du rapport du Président, décide de supprimer le droit préférentiel de souscription des associés et de réserver la souscription à concurrence de mille cinq cents (1.500) actions à Monsieur Yves MAHOT DE LA QUERANTONNAIS, demeurant 3 rue de la Chaise – 75007 PARIS.



Handwritten signatures and marks at the bottom of the page, including a large signature and several checkmarks.

Cette résolution, mise aux voix, est **adoptée** par 1.600 voix pour et 0 voix contre, Monsieur Yves MAHOT DE LA QUERANTONNAIS ne prenant pas part au vote par application des articles L.225-38 I et L.227-1 du Code de commerce.

TROISIEME RESOLUTION : SUPPRESSION DU DROIT PREFERENTIEL DE SOUSCRIPTION AU PROFIT DE LOUIS GOURRET

L'assemblée générale, connaissance prise du rapport du Président, décide de supprimer le droit préférentiel de souscription des associés et de réserver la souscription à concurrence de deux mille (2.000) actions à Monsieur Louis GOURRET, demeurant 19 avenue Rapp - 75007 PARIS.

Cette résolution, mise aux voix, est **adoptée** par 1.600 voix pour et 0 voix contre, Monsieur Louis GOURRET ne prenant pas part au vote par application des articles L.225-38 I et L.227-1 du Code de commerce.

QUATRIEME RESOLUTION : SUPPRESSION DU DROIT PREFERENTIEL DE SOUSCRIPTION AU PROFIT DE CYRIL GIBERT

L'assemblée générale, connaissance prise du rapport du Président, décide de supprimer le droit préférentiel de souscription des associés et de réserver la souscription à concurrence de trois cents (300) actions à Monsieur Cyril GIBERT, demeurant 64 rue de Miromesnil – 75008 PARIS.

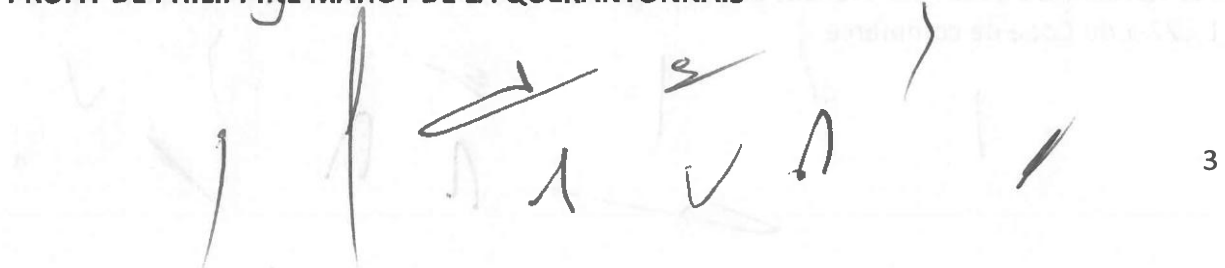
Cette résolution, mise aux voix, est **adoptée** par 1.600 voix pour et 0 voix contre, Monsieur Cyril GIBERT ne prenant pas part au vote par application des articles L.225-38 I et L.227-1 du Code de commerce.

CINQUIEME RESOLUTION : SUPPRESSION DU DROIT PREFERENTIEL DE SOUSCRIPTION AU PROFIT DE XAVIER LIEVRE

L'assemblée générale, connaissance prise du rapport du Président, décide de supprimer le droit préférentiel de souscription des associés et de réserver la souscription à concurrence de sept cents (700) actions à Monsieur Xavier LIEVRE, demeurant 14 bis avenue Bosquet – 75007 PARIS.

Cette résolution, mise aux voix, est **adoptée** par 1.600 voix pour et 0 voix contre, Monsieur Xavier LIEVRE ne prenant pas part au vote par application des articles L.225-38 I et L.227-1 du Code de commerce.

SIXIEME RESOLUTION : SUPPRESSION DU DROIT PREFERENTIEL DE SOUSCRIPTION AU PROFIT DE PHILIPPINE MAHOT DE LA QUERANTONNAIS



Handwritten signatures and marks at the bottom of the page, including several checkmarks and scribbles.

L'assemblée générale, connaissance prise du rapport du Président, décide de supprimer le droit préférentiel de souscription des associés et de réserver la souscription à concurrence de cent (100) actions à Madame Philippine MAHOT DE LA QUERANTONNAIS, demeurant 71 avenue du Roule – 92200 NEUILLY SUR SEINE.

Cette résolution, mise aux voix, est **adoptée** par 1.600 voix pour et 0 voix contre, Madame Philippine MAHOT DE LA QUERANTONNAIS ne prenant pas part au vote par application des articles L.225-38 I et L.227-1 du Code de commerce.

SEPTIEME RESOLUTION : SUPPRESSION DU DROIT PREFERENTIEL DE SOUSCRIPTION AU PROFIT DE LAURENT FRANCHI

L'assemblée générale, connaissance prise du rapport du Président, décide de supprimer le droit préférentiel de souscription des associés et de réserver la souscription à concurrence de cent (100) actions à Monsieur Laurent FRANCHI, demeurant 71 avenue du Roule – 92200 NEUILLY SUR SEINE.

Cette résolution, mise aux voix, est **adoptée** par 1.600 voix pour et 0 voix contre, Monsieur Laurent FRANCHI ne prenant pas part au vote par application des articles L.225-38 I et L.227-1 du Code de commerce.

HUITIEME RESOLUTION : SUPPRESSION DU DROIT PREFERENTIEL DE SOUSCRIPTION AU PROFIT DE FREDERIC JOUVION

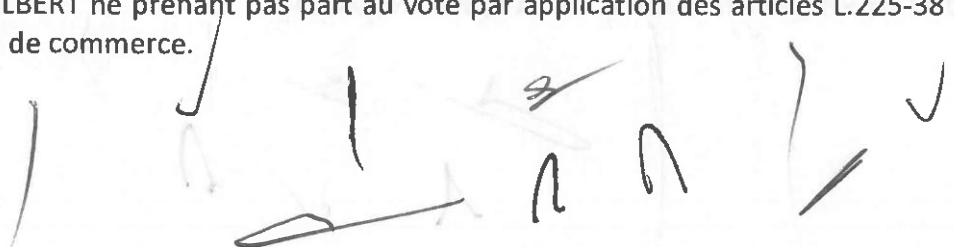
L'assemblée générale, connaissance prise du rapport du Président, décide de supprimer le droit préférentiel de souscription des associés et de réserver la souscription à concurrence de deux cents (200) actions à Monsieur Frédéric JOUVION, demeurant 18 rue Viala - 75015 PARIS.

Cette résolution, mise aux voix, est **adoptée** par 1.600 voix pour et 0 voix contre, Monsieur Frédéric JOUVION ne prenant pas part au vote par application des articles L.225-38 I et L.227-1 du Code de commerce.

NEUVIEME RESOLUTION : SUPPRESSION DU DROIT PREFERENTIEL DE SOUSCRIPTION AU PROFIT DE PIERRE-ALAIN GUILBERT

L'assemblée générale, connaissance prise du rapport du Président, décide de supprimer le droit préférentiel de souscription des associés et de réserver la souscription à concurrence de deux cents (200) actions à Monsieur Pierre-Alain GUILBERT, demeurant 79 Grande Rue – 78580 JUMEAUVILLE.

Cette résolution, mise aux voix, est **adoptée** par 1.600 voix pour et 0 voix contre, Monsieur Pierre-Alain GUILBERT ne prenant pas part au vote par application des articles L.225-38 I et L.227-1 du Code de commerce.

Handwritten signatures and marks at the bottom of the page, including several checkmarks and stylized signatures.

DIXIEME RESOLUTION : SUPPRESSION DU DROIT PREFERENTIEL DE SOUSCRIPTION AU PROFIT DE OMB ASSOCIES

L'assemblée générale, connaissance prise du rapport du Président, décide de supprimer le droit préférentiel de souscription des associés et de réserver la souscription à concurrence de cent (100) actions à la société OMB ASSOCIES, dont le siège est 131 boulevard Malesherbes – 75017 PARIS.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée par 1.600 voix pour et 0 voix contre, la société OMB ASSOCIES ne prenant pas part au vote par application des articles L.225-38 I et L.227-1 du Code de commerce.

ONZIEME RESOLUTION : MODIFICATION CORRELATIVE DES STATUTS

En conséquence de l'adoption des résolutions précédentes et sous la condition suspensive de la réalisation définitive de l'augmentation de capital, l'assemblée générale modifie les articles 6 et 7 des statuts ainsi qu'il suit :

L'article 6 sera désormais rédigé ainsi qu'il suit :

« ARTICLE 6 : CAPITAL SOCIAL :

Le capital social de la Société est fixé à sept cent mille euras (700.000 €), et est divisé en sept mille (7.000) actions de cent euras (100 €) de valeur nominale chacune et de même catégorie.

Conformément à l'article L.228-11 du Code de commerce, la Société pourra créer des actions de préférence avec ou sans droit de vote, assorties de droits particuliers de toute nature, à titre temporaire ou permanent. »

Le paragraphe suivant est ajouté à la fin de l'article 7 :

« ARTICLE 7 : APPORTS :

[..]

Lors des délibérations des associés en date du 19 janvier 2018, le capital social a été augmenté d'une somme de 520.000 euros, entièrement souscrite et libérée. »

Le Président est par ailleurs autorisé à modifier les statuts le cas échéant en conformité avec la première résolution.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée par 1.800 voix pour et 0 voix contre.

Handwritten signatures and marks at the bottom of the page, including several checkmarks and scribbles.

DOUZIEME RESOLUTION : PROPOSITION D'AUGMENTATION DE CAPITAL RESERVEE AUX SALARIES ADHERENTS D'UN PEE AVEC SUPPRESSION DU DROIT PREFERENTIEL DE SOUSCRIPTION ET DELEGATION AU PRESIDENT

L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture du rapport du Président, décide, en application des dispositions des articles L.225-129-6 alinéa 1 et L.225-138-1 du Code de commerce, de réserver aux salariés de la Société adhérents à un plan d'épargne entreprise une augmentation du capital social par émission d'actions de numéraire aux conditions prévues aux articles L.3332-18 et L.3332-20 du Code du travail.

En conséquence, l'Assemblée Générale :

- décide que le Président disposera d'un délai maximum de six mois pour mettre en place un plan d'épargne d'entreprise dans les conditions prévues aux articles L. 3332-1 à L. 3332-8 et R. 3332-4 du Code du travail ;
- autorise le Président à procéder, dans un délai maximum de 18 mois à compter de la présente Assemblée Générale, à une augmentation de capital d'un montant nominal qui ne pourra excéder 1% du capital social, savoir 7.000 euros, en une ou plusieurs fois et sur ses seules décisions, par l'émission d'actions de numéraire réservées aux salariés adhérents audit plan d'épargne d'entreprise de la Société à mettre en place, et réalisée conformément aux dispositions des articles L. 3332-18 et L. 3332-20 du Code du travail ;
- décide en conséquence de supprimer au profit des salariés de la Société le droit préférentiel de souscription des associés auxdites actions nouvelles.

Le prix de souscription des actions émises en application de la présente délégation sera déterminé par le Président lors de sa décision fixant la date d'ouverture de la souscription, conformément aux dispositions de l'article L. 3332-20 du Code du travail.

L'Assemblée Générale délègue tous pouvoirs au Président pour mettre en œuvre la présente délégation.

Cette résolution, mise aux voix, est **rejetée** par 0 voix pour et 1.800 voix contre.

TREIZIEME RESOLUTION : POUVOIRS

L'Assemblée Générale donne tous pouvoirs au porteur d'une copie ou d'un extrait des présentes à l'effet d'accomplir toute formalité légale.

Cette résolution, mise aux voix, est **adoptée** par 1.800 voix pour et 0 voix contre.

* *

*

Rien n'étant plus à l'ordre du jour, et personne ne demandant plus la parole, la séance est levée à 19 heures. De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal sur sept pages, signé par le Président et l'ensemble des neuf associés.

Monsieur Yves MAHOT DE LA QUERANTONNAIS

Monsieur Louis GOURRET

Monsieur Cyril GIBERT

Monsieur Xavier LIEVRE

Madame Philippine MAHOT DE LA QUERANTONNAIS

Monsieur Laurent FRANCHI

Monsieur Frédéric JOUVION

Monsieur Pierre-Alain GUILBERT

La société OMB ASSOCIES,
représentée par Monsieur Olivier BAUMARD

Le Président, Monsieur Olivier BAUMARD

DEPOT D'ACTE

DATE DEPOT : 09-07-2018

N° DE DEPOT : 2018R069901

N° GESTION : 2017B07442

N° SIREN : 828621128

DENOMINATION : 14 PYRAMIDES PARTICIPATIONS

ADRESSE : 14 rue des Pyramides 75001 Paris

DATE D'ACTE : 19-01-2018

TYPE D'ACTE : Statuts mis à jour

NATURE D'ACTE :

14 PYRAMIDES PARTICIPATIONS

Société par actions simplifiée au capital de 700 000 euros

Siège social : 14 rue des Pyramides (75001) PARIS

828 621 128 RCS PARIS

(Lo « Société »)

STATUTS MIS A JOUR EN DATE DU 19 JANVIER 2018

(*augmentation du capital social - art 6 et 7*)

(les « Statuts »)

Statuts mis à jour
composés, le Président
O. U.

TITRE PREMIER : FORME - OBJET - DENOMINATION - SIEGE – DUREE

ARTICLE 1 : FORME

La Société a la forme d'une société par actions simplifiée régie par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur, ainsi que par les présents Statuts.

Indépendamment du fait que la Société soit composée d'un ou plusieurs associés, elle fonctionne de la même forme. Lorsque toutes les actions de la Société sont réunies en une seule main, l'associé unique exerce seul les pouvoirs attribués à l'assemblée des associés.

ARTICLE 2 : OBJET

La Société a pour objet d'exercer, en France et/ou à l'étranger, les activités suivantes :

- La prise par tous moyens, la gestion, la cession, de toutes participations majoritaires ou minoritaires dans toutes sociétés et entreprises quelconques créées ou à créer ;
- L'assistance à ces sociétés et entreprises dans tous les domaines, notamment en matières administrative, financière et juridique ;
- Le tout directement ou indirectement, par voie de création de sociétés ou groupements nouveaux, d'apport de commandite, de souscription, d'achat de titres ou droits sociaux, de fusion, d'alliance, de sociétés en participation ou de prise ou de dation en location ou location-gérance de tous biens et autres droits ;

Et plus généralement, toutes opérations industrielles, commerciales, financières, mobilières ou immobilières, se rapportant directement ou indirectement à l'objet social ou susceptibles d'en faciliter le développement ou la réalisation.

La société peut recourir en tous lieux à tous actes ou opérations de quelque nature et importance qu'elles soient, dès lors qu'ils peuvent concourir ou faciliter la réalisation des activités visées aux alinéas qui précèdent ou qu'ils permettent de sauvegarder, directement ou indirectement, les intérêts commerciaux ou financiers de la société ou des entreprises avec lesquelles elle est en relation d'affaires.

ARTICLE 3 : DENOMINATION

La dénomination de la Société est : **14 PYRAMIDES PARTICIPATIONS.**

Dans tous les actes et documents émanant de la Société et qui sont destinés aux tiers, la dénomination de la Société devra toujours être précédée ou suivie immédiatement des mots « société par actions simplifiée » ou des initiales « S.A.S. » et de l'énonciation du montant du capital social ainsi que du numéro d'identification de la Société au registre du commerce et des sociétés.

1

ARTICLE 4 : SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé à l'adresse suivante : 14 rue des Pyramides (75001) PARIS.

Il pourra être transféré en tout autre endroit en France par simple décision du Président de la Société, investi des pouvoirs nécessaires pour modifier en conséquence les présents Statuts, sous réserve d'une ratification par les Associés.

ARTICLE 5 : DUREE

La durée de la Société est fixée à quatre vingt dix neuf (99) années à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés, sous réserve de la dissolution anticipée ou d'une prorogation décidée par les Associés.

TITRE DEUXIEME : CAPITAL - APPORTS – ACTIONS

ARTICLE 6 : CAPITAL SOCIAL

Le capital social de la Société est fixé à sept cent mille euros (700.000 €), et est divisé en sept mille (7.000) actions de cent euros (100 €) de valeur nominale chacune et de même catégorie.

- Monsieur Yves MAHOT DE LA QUERANTONNAIS :	1.700 actions
- Monsieur Louis GOURRET :	2.200 actions
- Monsieur Cyril GIBERT :	500 actions
- Monsieur Xavier LIEVRE :	900 actions
- Madame Philippine MAHOT DE LA QUERANTONNAIS : ..	300 actions
- Monsieur Laurent FRANCHI :	300 actions
- Monsieur Frédéric JOUVION :	400 actions
- Monsieur Pierre-Alain GUILBERT :	400 actions
- La société OMB ASSOCIES :	300 actions

Total : 7.000 actions

Conformément à l'article L.228-11 du Code de commerce, la Société pourra créer des actions de préférence avec ou sans droit de vote, assorties de droits particuliers de toute nature, à titre temporaire ou permanent.

ARTICLE 7 : APPORTS

Lors de la constitution de la Société, les Associés ont apporté les sommes suivantes :

- Monsieur Yves MAHOT DE LA QUERANTONNAIS : VINGT MILLE EUROS (20000 €), représentant 200 actions de la Société de CENT EUROS (100 €) de valeur nominale chacune.

L'apport de cet Associé a été entièrement libéré.

- Monsieur Louis GOURRET : VINGT MILLE EUROS (20000 €), représentant 200 actions de la Société de CENT EUROS (100 €) de valeur nominale chacune.

L'apport de cet Associé a été entièrement libéré.

- Monsieur Xavier LIEVRE : VINGT MILLE EUROS (20000 €), représentant 200 actions de la Société de CENT EUROS (100 €) de valeur nominale chacune.

L'apport de cet Associé a été entièrement libéré.

- Madame Philippine MAHOT DE LA QUERANTONNAIS : VINGT MILLE EUROS (20000 €), représentant 200 actions de la Société de CENT EUROS (100 €) de valeur nominale chacune.

L'apport de cet Associé a été entièrement libéré.

- Monsieur Laurent FRANCHI : VINGT MILLE EUROS (20000 €), représentant 200 actions de la Société de CENT EUROS (100 €) de valeur nominale chacune.

L'apport de cet Associé a été entièrement libéré.

- Monsieur Cyril GIBERT : VINGT MILLE EUROS (20000 €), représentant 200 actions de la Société de CENT EUROS (100 €) de valeur nominale chacune.

L'apport de cet Associé a été entièrement libéré.

- Monsieur Frédéric JOUVION : VINGT MILLE EUROS (20000 €), représentant 200 actions de la Société de CENT EUROS (100 €) de valeur nominale chacune.

L'apport de cet Associé a été entièrement libéré.

- Monsieur Pierre-Alain GUILBERT : VINGT MILLE EUROS (20000 €), représentant 200 actions de la Société de CENT EUROS (100 €) de valeur nominale chacune.

L'apport de cet Associé a été entièrement libéré.

- OMB ASSOCIÉS SAS : VINGT MILLE EUROS (20000 €), représentant 200 actions de la Société de CENT EUROS (100 €) de valeur nominale chacune.

L'apport de cet Associé a été entièrement libéré.

Lors des délibérations des associés en date du 19 janvier 2018, le capital social a été augmenté d'une somme de 520.000 euros, entièrement souscrite et libérée.



ARTICLE 8 : LIBERATION DU CAPITAL SOCIAL

Les actions de numéraire sont libérées, lors de la souscription, de la moitié au moins de leur valeur nominale. La libération du surplus intervient en une ou plusieurs fois sur décision du Président dans un délai qui ne peut excéder cinq (5) ans à compter de l'immatriculation de la Société au registre du commerce et des sociétés.

ARTICLE 9 : FORME DES ACTIONS

Les actions de la Société ont obligatoirement la forme nominative. Leur propriété résulte de leur inscription au nom du titulaire sur un compte tenu à cet effet par la Société.

Chacun des Associés peut demander à la Société de lui délivrer une attestation d'inscription en compte.

ARTICLE 10 : PROPRIETE DES ACTIONS

La propriété des actions résulte de leur inscription sur un compte individuel ouvert au nom du ou des titulaires sur les registres que la Société tient à cet effet. Chacun des Associés peut demander à la Société de lui délivrer une attestation d'inscription en compte.

ARTICLE 11 : CESSION DES ACTIONS

Les actions sont cessibles et transmissibles dans les conditions de l'article "Agrément et droit de préemption". La transmission des actions est réalisée par un virement de compte à compte sur production d'un ordre de mouvement qui est inscrit sur le registre des mouvements coté et paraphé. Cet article ne peut être modifié ou supprimé que par une décision des Associés prise à l'unanimité.

ARTICLE 12 : AGREMENT

Toutes opérations notamment toutes cessions, échanges, donations, apport, ayant pour but ou pour conséquence le transfert d'un droit quelconque de propriété ou de jouissance sur une ou plusieurs actions entre toutes personnes physiques ou morales, y compris entre associés, sont soumises à l'agrément préalable.

Article 12.1 : Notification de la cession

L'Associé Cédant doit adresser au Président de la Société la Demande d'Agrément par lettre recommandée avec accusé de réception. La Demande d'Agrément doit comporter les éléments suivants :

- (a) si le cessionnaire envisagé est une personne physique : prénom, nom, date de naissance et adresse du cessionnaire envisagé ;
- (b) si le cessionnaire envisagé est une personne morale : un extrait K-bis de moins de 2 mois du cessionnaire envisagé ; et
- (c) le nombre d'actions de la Société objet de la cession envisagée ainsi que le prix de cession envisagé.

Le Président doit transmettre la Demande d'Agrément aux autres Associés dans les sept (7) jours ouvrés suivant sa réception. La Demande d'Agrément est transmise aux autres Associés par le Président par lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 12.2 : Décision d'agrément en assemblée générale extraordinaire

La décision d'accepter ou de refuser l'agrément est prise en assemblée générale extraordinaire. Les décisions d'agrément ou de refus d'agrément ne sont pas motivées.

Les Associés bénéficient d'un délai de deux (2) mois à compter de la réception de la Demande d'Agrément pour faire connaître leur décision à l'Associé Cédant. A défaut de réponse dans ce délai, l'agrément est réputé acquis.

En cas d'agrément, l'Associé Cédant peut réaliser librement la cession aux conditions précisées dans sa Demande d'Agrément.

En cas de refus d'agrément, la Société a l'obligation dans un délai de deux (2) mois à compter de la notification de la décision de refus, d'acquérir ou de faire acquérir les actions de la Société que l'Associé Cédant souhaite céder au prix mentionné dans la Demande d'Agrément.

La Société peut les faire acquérir par un ou plusieurs Associés ou par un tiers agréé dans les conditions des Statuts.

La Société peut décider d'acquérir elle-même les actions dans les conditions prévues par la loi et les règlements.

Si le rachat des actions n'est pas réalisé du fait de la Société dans le délai de deux (2) mois visé ci-dessus, l'agrément de l'Associé Cédant est réputé acquis.

ARTICLE 13 : EXCLUSION D'UN ASSOCIE

Un Associé peut être exclu de la Société pour les raisons suivantes :

- (a) violation des Statuts ; ou
- (b) changement de contrôle, au sens de l'article L233-3 du Code de commerce, d'un Associé personne morale.

L'exclusion d'un Associé est prononcée par une décision collective des Associés prise en assemblée générale extraordinaire.

L'Associé doit être convoqué par lettre recommandée avec accusé de réception adressée dix (10) jours ouvrés avant la date prévue de l'assemblée générale extraordinaire statuant sur l'exclusion. La convocation doit mentionner les motifs de l'exclusion envisagée.

L'Associé objet de la procédure d'exclusion participe au vote et ses actions sont prises en compte pour le calcul du quorum et de la majorité. L'Associé peut présenter ses observations et faire valoir ses arguments afin de se défendre.

Si les Associés décident d'exclure l'Associé fautif, la décision statue également sur le rachat des actions de l'Associé exclu et sur le ou les acquéreurs de ces actions.

Les Associés conviennent expressément que la cession sera réalisée valablement sans application des clauses d'agrément (et/ou de préemption) prévue(s) aux Statuts.

Le prix de rachat des actions de l'Associé exclu est fixé d'un commun accord entre les parties et à défaut d'accord, il est déterminé dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du Code civil.

La décision d'exclusion doit être notifiée à l'Associé exclu par le Président de la Société dans les dix (10) jours ouvrés de la décision.

L'Associé exclu doit céder la totalité de ses actions dans un délai de cinq (5) mois à compter de la décision d'exclusion à toute personne désignée comme il est prévu ci-dessus. Pendant ce délai, l'Associé exclu conserve le droit de percevoir les dividendes de ses actions.

ARTICLE 14 : AUGMENTATION DE CAPITAL

Le capital social peut être augmenté selon les modalités fixées par la loi.

L'augmentation du capital social peut résulter notamment (i) d'apports nouveaux, (ii) d'incorporation de réserves ou (iii) d'incorporation des comptes courants d'associés.

L'assemblée générale extraordinaire est seule compétente pour décider, sur le rapport du Président, une augmentation de capital immédiate ou à terme.

L'augmentation de capital doit être réalisée dans les délais fixés par la loi. La Société accomplit, avant l'ouverture de la souscription, les formalités de publicité prévues par la loi.

L'augmentation du capital est autorisée ou décidée par l'assemblée générale extraordinaire, qui peut déléguer au Président tous pouvoirs pour la réaliser et notamment pour fixer les modalités de l'émission des titres.

ARTICLE 15 : LIBERATION DES ACTIONS

Le capital social doit être libéré d'au moins du quart de la valeur nominale des actions lors d'une augmentation de capital.

A

ARTICLE 16 : DROIT PREFERENTIEL DE SOUSCRIPTION

Les actions comportent un droit préférentiel de souscription aux augmentations de capital.

Les Associés ont, proportionnellement au montant de leurs actions, un droit de préférence à la souscription des actions de numéraire émises pour réaliser une augmentation de capital.

Les Associés peuvent renoncer à titre individuel à leur droit préférentiel et l'assemblée qui décide ou autorise une augmentation de capital peut supprimer le droit préférentiel de souscription pour la totalité de l'augmentation de capital ou pour une ou plusieurs tranches de cette augmentation, selon les modalités prévues par la loi.

ARTICLE 17 : REDUCTION DE CAPITAL

La réduction du capital est autorisée ou décidée par l'assemblée générale extraordinaire, qui peut déléguer au Président tous pouvoirs pour la réaliser.

Lorsque le Président réalise l'opération, sur délégation de l'assemblée générale, il en dresse le procès-verbal soumis à publicité et procède à la modification corrélative des Statuts.

ARTICLE 18 : CAPITAUX PROPRES INFÉRIEURS A LA MOITIE DU CAPITAL SOCIAL

Si, du fait de pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la Société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, les Associés décident, dans les quatre (4) mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître cette perte s'il y a lieu à dissolution anticipée de la Société.

Si la dissolution n'est pas prononcée à la majorité exigée pour la modification des Statuts, la Société est tenue, au plus tard à la clôture du deuxième exercice suivant celui au cours duquel la constatation des pertes est intervenue, de réduire son capital d'un montant au moins égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves, si, dans ce délai, les capitaux propres n'ont pas été reconstitués à concurrence d'une valeur au moins égale à la moitié du capital social.

Dans les deux cas, la résolution adoptée par les Associés est publiée selon les modalités fixées par la loi.

En cas d'inobservation des prescriptions visées ci-dessus, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la Société. Il en est de même si les Associés n'ont pu valablement délibérer. Dans tous les cas, le tribunal peut accorder à la Société un délai maximal de six (6) mois pour régulariser sa situation. Il ne peut prononcer la dissolution, si, au jour où il statue sur le fond, cette régularisation a eu lieu.

ARTICLE 19 : DISSOLUTION - DISSOLUTION ANTICIPÉE – LIQUIDATION

A l'expiration du terme fixé par les Statuts, la Société sera dissoute. Les Associés peuvent décider de proroger la durée de la Société en provoquant une assemblée générale extraordinaire.

Les Associés peuvent décider en assemblée générale, à n'importe quel moment, de dissoudre la Société. Un ou plusieurs liquidateurs sont alors nommés par cette décision collective.

La dissolution ne produit ses effets à l'égard des tiers qu'à compter du jour où elle est publiée au registre du commerce et des sociétés.

Le liquidateur qui représente la Société est investi des pouvoirs les plus étendus pour réaliser l'actif, même à l'amiable et est habilité à payer les créanciers et à répartir le solde disponible entre les différents Associés.

La collectivité des Associés peut l'autoriser à continuer les affaires en cours ou à en engager de nouvelles pour les besoins de la liquidation.

Une fois que chacun des Associés a été remboursé du montant nominal et non amorti de ses actions, le produit net de la liquidation est réparti entre les Associés proportionnellement à leur participation dans le capital social.

Dans l'hypothèse où il existe des pertes, elles sont supportées par les Associés dans la limite de leurs apports.

La dissolution de la Société peut également être prononcée par décision de justice à la demande de tout intéressé et dans les conditions prévues par la loi lorsque les capitaux propres de la Société deviennent inférieurs à la moitié du capital social.

Si la Société ne comprend qu'un seul Associé, la dissolution entraîne la transmission universelle du patrimoine de la Société à l'Associé unique, sans qu'il y ait lieu à liquidation. Les créanciers peuvent faire opposition à la dissolution dans le délai de trente (30) jours à compter de la publication de celle-ci. Une décision de justice rejette l'opposition ou ordonne soit le remboursement des créances, soit la constitution de garanties si la Société en offre et si elles sont jugées suffisantes. La transmission du patrimoine n'est réalisée et il n'y a disparition de la personne morale qu'à l'issue du délai d'opposition ou, le cas échéant, lorsque l'opposition a été rejetée en première instance ou que le remboursement des créances a été effectué ou les garanties constituées.

Ces dispositions relatives à la transmission universelle du patrimoine ne sont pas applicables aux sociétés dont l'Associé unique est une personne physique.

TITRE TROISIEME : COMPTES SOCIAUX – RESULTATS – DIVIDENDES

ARTICLE 20 : EXERCICE SOCIAL

L'exercice social commence le 1er janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

Le premier exercice social débutera à compter de l'immatriculation de la Société au registre du commerce et des sociétés et se terminera le 31 décembre 2017.

ARTICLE 21 : COMPTES ANNUELS

Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales conformément à la loi.

L'Associé unique ou en cas de pluralité d'Associés, une décision collective des Associés statue sur les comptes de l'exercice écoulé, dans les six (6) mois de la clôture de chaque exercice ou, en cas de prolongation, dans le délai fixé par une décision de justice.

Le Président de la Société présente à l'assemblée son rapport ainsi que les comptes annuels et, le cas échéant, les comptes consolidés accompagnés du rapport de gestion y afférent.

ARTICLE 22 : AFFECTATION DU RESULTAT

Après approbation des comptes et constatation de l'existence d'un bénéfice distribuable, les Associés décident en assemblée générale sa distribution, en totalité ou en partie, ou son affectation à un ou plusieurs postes de réserves dont ils règlent l'affectation et l'emploi.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice diminué des pertes antérieures et des sommes portées en réserve, en application de la loi et des présents Statuts, et augmenté du report bénéficiaire.

ARTICLE 23 : PAIEMENT DES DIVIDENDES

Après approbation des comptes annuels et constatation de l'existence de sommes distribuables, l'assemblée générale détermine la part attribuée aux Associés sous forme de dividendes.

Les modalités de mise en paiement des dividendes votés par l'assemblée générale sont fixées par elle ou, à défaut, par le Président.

Toutefois, la mise en paiement des dividendes doit avoir lieu dans un délai maximal de neuf (9) mois après la clôture de l'exercice. La prolongation de ce délai peut toutefois être accordée par décision de justice.

ARTICLE 24 : RESERVE LEGALE

Les Associés sont tenus de prélever cinq pour cent (5%) au moins du bénéfice de l'exercice social, diminué le cas échéant des pertes antérieures, pour constituer le fonds de réserve légale. Lorsque la réserve est égale à dix pour cent (10%) du capital social, ce prélèvement n'est plus obligatoire.

ARTICLE 25 : COMMISSAIRES AUX COMPTES

Un ou plusieurs commissaires aux comptes titulaires sont obligatoirement nommés par la Société lorsque celle-ci satisfait les conditions de seuils prévues par la loi et les règlements en vigueur.

1

TITRE QUATRIEME : ADMINISTRATION ET CONTRÔLE DE LA SOCIÉTÉ

ARTICLE 26 : PRÉSIDENTENCE

Article 26.1 : Nomination

La Société est administrée et dirigée par un Président, personne physique ou morale, Associé ou non de la Société, nommé par décision ordinaire des Associés dans les conditions prévues par les Statuts avec ou sans limitation de durée. Le mandat du président est renouvelable sans limitation.

Lorsqu'une personne morale est nommée Président, les dirigeants de ladite personne morale sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités civile et pénale que s'ils étaient Président en leur nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.

Les Associés décident de nommer en tant que premier Président de la Société sans limitation de durée :

Monsieur Olivier BAUMARD dont le domicile est à BLOIS (41000), 5 rue Anatole France, né le 8 décembre 1968 à PARIS, qui déclare accepter la mission qui vient de lui être confiée et qu'il n'existe de son chef aucune incompatibilité ni interdiction à sa nomination.

Article 26.2 : Rémunération

Les Associés peuvent décider d'allouer une rémunération au Président.

Le montant de cette rémunération est fixé par une décision collective des Associés.

Le Président pourra obtenir remboursement sur justificatif des dépenses effectuées dans le cadre de sa mission pour le compte de la société.

Le Président, personne physique, peut également être lié à la société par un contrat de travail à condition que ce contrat corresponde à un emploi effectif.

Article 26.3 : Révocation

Les Associés peuvent décider à tout moment de révoquer le Président.

La décision des Associés peut ne pas être motivée et le Président ne pourra réclamer une indemnisation. Toutefois, préalablement à la décision de révocation, le Président doit avoir été mis en mesure de présenter ses observations.

Article 26.4 : Démission

Le Président a la faculté de démissionner à tout moment. Il devra toutefois respecter un préavis de un (1) mois.

Article 26.5 : Pouvoirs

La Société est représentée à l'égard des tiers par son Président qui est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la Société dans la limite de l'objet social et sous réserve des attributions conférées par la loi, les règlements en vigueur et les présents Statuts aux Associés.

Dans les rapports entre associés, le Président peut accomplir tous les actes que nécessite la réalisation de l'objet social, sous réserve des opérations nécessitant une autorisation de l'assemblée générale des associés. Il pourra, pour la réalisation de l'objet social ou pour faciliter celui-ci et sous la même réserve, recourir en tous lieux à tous actes ou opérations.

Toute contravention aux dispositions ci-dessus sera considérée comme un juste motif de révocation.

Dans les rapports avec les tiers, la Société est engagée même par les actes du Président qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des Statuts de la Société suffise à constituer cette preuve.

Les dispositions statutaires limitant les pouvoirs du Président sont inopposables aux tiers.

ARTICLE 27 : DIRECTION GENERALE

Le président pourra être assisté d'un ou plusieurs directeurs généraux, personnes physiques, associées ou non de la société, portant chacun le titre de Directeur Général.

Si le Directeur Général est une personne morale, celle-ci désigne un représentant permanent personne physique.

Le Directeur Général est nommé par une décision collective ordinaire des Associés qui détermine notamment la durée des fonctions du Directeur Général sans que cette durée puisse excéder celle des fonctions du Président, l'étendue de ses fonctions, et les modalités de sa rémunération.

ARTICLE 28 : CONVENTIONS INTERDITES ET RÉGLEMENTÉES

Article 28.1 : Conventions réglementées

Toute convention intervenant directement ou par personne interposée entre la Société et son Président, ses autres dirigeants, l'un des Associés disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 10 % ou, s'il s'agit d'une société actionnaire, la société la contrôlant au sens de l'article L. 233-3 du Code de commerce, doit être soumise au contrôle des Associés.

Si un commissaire aux comptes a été nommé, ce dernier doit être informé par le Président de l'existence d'une telle convention dans le mois suivant sa signature.

Chaque année, lors de l'assemblée générale des Associés approuvant les comptes sociaux, le commissaire aux comptes présente un rapport mentionnant les conventions qui sont intervenues au cours de l'exercice social.

Si aucun commissaire aux comptes n'a été nommé, le Président présente un rapport mentionnant les conventions qui sont intervenues au cours de l'exercice social lors de l'assemblée générale des Associés approuvant les comptes sociaux.

Les conventions non approuvées produisent toutefois leurs effets, à charge pour la personne intéressée d'en supporter les conséquences dommageables pour la Société.

Ces dispositions ne sont pas applicables aux conventions portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales.

Article 28.2 : Conventions interdites

A peine de nullité du contrat, il est interdit au Président (à son représentant permanent dans l'hypothèse où le Président est une personne morale) ou à un Directeur Général de contracter, sous quelque forme que ce soit, des emprunts auprès de la Société, de se faire consentir par elle un découvert, en compte courant ou autrement, ainsi que de faire cautionner ou avaliser par elle leurs engagements envers les tiers.

Cette interdiction s'applique de la même manière à toute personne interposée.

Article 28.3 : Comptes courants

Chacun des Associés peut mettre à la disposition de la Société les sommes dont elle a besoin. Ces sommes sont alors inscrites sur un compte ouvert au nom de l'Associé. Un compte courant d'associé ne doit pas être débiteur.

TITRE CINQUIEME : DECISIONS COLLECTIVES DES ASSOCIES

ARTICLE 29 : MODALITES DE LA PRISE DE DECISIONS

Toutes les décisions collectives des Associés pourront être prises au choix du Président :

- en assemblée ;
- à distance, par voie de consultation écrite (courrier ou télécopie) ou d'un vote électronique, ou
- résulter d'un acte signé par tous les associés.

ARTICLE 30 : DECISIONS EXTRAORDINAIRES

Une décision collective extraordinaire des Associés est nécessaire pour les actes et opérations suivants :

- accepter ou refuser un agrément tel que prévu aux Statuts ;
- Exclusion d'un associé ;
- l'augmentation du capital social, ainsi que la détermination de toute prime d'émission ; et l'amortissement ou la réduction du capital social ainsi que toute distribution de tout ou partie de la prime d'émission ;
- l'émission de valeurs mobilières ;
- toute modification des Statuts à l'exception du transfert du siège social ;
- toute opération de fusion, scission, apport partiel d'actifs, ou opération entraînant transmission universelle de tout ou partie du patrimoine de la Société ;
- toute opération de transformation en une société d'une autre forme, liquidation, ou dissolution ;
- souscription au capital de toutes sociétés, ou acquisition de titres sociaux,
- emprunt et constitution de garantie sur les actifs sociaux,
- aliénation ou engagement d'aliénation des actifs sociaux,
- tous gages et nantissement,
- tous actes conduisant à une augmentation sans contrepartie des engagements des associés,
- et la nomination d'un ou plusieurs liquidateurs et les décisions visées à l'article L. 237-35 alinéa 2 du Code du commerce.

ARTICLE 31 : DECISIONS ORDINAIRES

Toute décision collective des Associés qui n'est pas extraordinaire est ordinaire. Une décision collective ordinaire des Associés est nécessaire pour les actes et opérations suivants :

- l'approbation des comptes annuels et l'affectation des résultats ;
- les distributions aux Associés ou à l'Associé unique, des dividendes ou de réserves, y compris des acomptes sur dividendes ;
- le cas échéant, la nomination et la révocation du ou des commissaires aux comptes ;
- la nomination, la révocation du Président ;
- la nomination, la révocation d'un Directeur Général ;
- l'approbation des conventions visées à l'article L. 227-10 du Code de commerce.

ARTICLE 32 : QUORUM

Les décisions collectives ne sont valablement prises, sur première consultation, que si les associés présents ou représentés possèdent au moins les deux tiers (2/3) des actions ayant le droit de vote. Sur deuxième consultation aucun quorum n'est requis.

A

ARTICLE 33 : REGLES DE MAJORITE

Article 33.1 : Décisions ordinaires

Les décisions ordinaires sont prises à la majorité simple des voix des membres présents ou représentés.

Article 33.2 : Décisions extraordinaires

Les décisions extraordinaires sont prises à la majorité des deux tiers (2/3) des voix des membres présents ou représentés.

Il est ici précisé que les Associés décident collectivement, à l'unanimité, de toute opération qui, du fait de la loi et des présents Statuts, requiert l'approbation ou le consentement unanime des Associés.

ARTICLE 34 : FORMES ET DELAIS DE CONVOCATION

L'assemblée générale des Associés est convoquée par le Président.

A l'exception des consultations écrites, la convocation est faite par lettre simple ou par tout autre moyen écrit, notamment par télécopie ou par transmission électronique, envoyée à chacun des Associés au moins sept (7) jours calendaires avant la date de l'assemblée générale. Ce délai de sept (7) jours peut être réduit avec l'accord unanime des Associés.

La convocation doit préciser :

- (a) l'ordre du jour ;
- (b) la date et l'heure de l'assemblée générale ;
- (c) et contenir en pièces jointes tous documents utiles à l'information des Associés.

A défaut de précision dans la convocation, l'assemblée générale se réunit au siège social de la Société.

Les frais entraînés par la réunion de l'assemblée générale des Associés sont à la charge de la Société.

Dans l'hypothèse où les Associés n'auraient pas été consultés depuis plus de cinq (5) mois, n'importe lequel des Associés pourra alors convoquer une assemblée générale. Dans ce cas, le Président, s'il n'est pas Associé, est convoqué au même titre que les Associés.

ARTICLE 35 : PRESIDENCE DE L'ASSEMBLEE GENERALE

L'assemblée générale est présidée et animée par le Président de la Société. En l'absence du Président, l'assemblée générale est présidée par l'Associé détenant ou représentant le plus grand nombre d'actions. Dans l'hypothèse où plusieurs Associés détiendraient ou représenteraient le même nombre d'actions, l'assemblée serait présidé par le plus âgé d'entre eux.

ARTICLE 36 : PARTICIPATION AUX DECISIONS ET NOMBRE DE VOIX DES ASSOCIES

Tout Associé a le droit de participer aux décisions collectives de la Société. Chaque action donne droit à une voix, chacun des Associés ayant ainsi un nombre de voix égal au nombre d'actions dont il est titulaire.

ARTICLE 37 : REPRESENTATION D'UN ASSOCIE

Chacun des Associés a la faculté de se faire représenter en donnant une procuration à un mandataire identifié, personne physique ou personne morale, Associée (un Associé pouvant représenter autant d'Associés qu'il le souhaite) ou non de la Société ou en envoyant à la Société une procuration sans indication de mandataire.

Dans l'hypothèse où l'Associé choisit de se faire représenter en envoyant une procuration à la Société le Président émettra de la part dudit Associé, un vote favorable à l'adoption des résolutions prévues à l'ordre du jour de l'assemblée.

ARTICLE 38 : PROCES-VERBAUX

Article 38.1 : Procès-verbal d'assemblée générale

Lors de chaque assemblée générale, le président de séance pourra s'il le souhaite établir une feuille de présence.

Un procès-verbal établi et signé par le président de séance mentionne la date et le lieu de la réunion, les nom, prénom et qualité du Président, les documents présentés à l'assemblée, le texte des résolutions mis aux voix et le résultat des votes.

Les procès-verbaux sont inscrits chronologiquement sur un registre coté et paraphé. Les copies ou extraits de ces procès-verbaux seront valablement certifiés par le Président ou le Directeur Général.

Article 38.2 : Consultation écrite

Lorsque des décisions sont prises par les Associés par voie de décision écrite, il en est fait mention dans un procès-verbal auquel est annexé la réponse de chacun des Associés ou l'absence de réponse valant acceptation.

Λ

Article 38.3 : Décision unanime des Associés

Lorsqu'une décision collective résulte du consentement unanime de tous les Associés, il est établi par le Président un acte constatant cette décision.

Cet acte peut mentionner les documents et informations communiqués préalablement aux Associés. Il est signé par tous les associés et retranscrit sur le registre spécial ou les feuillets numérotés.

ARTICLE 39 : CONTESTATIONS

Toutes les contestations qui pourraient s'élever pendant la durée de la Société ou lors de sa liquidation, soit entre les Associés soit entre la Société et les Associés eux-mêmes, concernant les affaires sociales, l'interprétation ou l'exécution des Statuts ou, plus généralement, sont soumises exclusivement à la juridiction compétente du lieu du siège social.

ARTICLE 40 : FRAIS

Tous les frais, droits et honoraires des présents Statuts, et ceux qui en seront la suite ou la conséquence, sont à la charge de la Société.

Fait à Paris le 19 janvier 2018

•

Monsieur Yves MAHOT de la QUERANTONNAIS

Monsieur Louis GOURRET

Madame Philippine MAHOT de la QUERANTONNAIS

Monsieur Xavier LIEVRE

Monsieur Cyril GIBERT

Monsieur Laurent FRANCHI

Monsieur Frédéric JOUVION

Monsieur Pierre-Alain GUILBERT

OMB Associés,
SAS représentée par M Olivier BAUMARD, son président

*Sous le contrôle
confiance*
